

PULSION
Association régie par la loi du 1er juillet 1901
Bât. G - Maison de la Danse
2, chemin de la Combe aux Fées
13800 ISTRES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024

C. AUGER
Président
J. A. J. J.
Libre

LRC/AG
n° 12777

PULSION
Bât. G – Maison de la Danse
2, chemin de la Combe aux Fées
13800 ISTRES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024**

À l'assemblée générale de l'association Pulsion

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Pulsion relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme il est indiqué dans l'annexe de vos comptes sociaux, les subventions de fonctionnement allouées par les collectivités locales ont permis d'assurer la continuité d'exploitation de l'Association au titre de l'exercice 2024.

Nous avons donc examiné les procédures d'engagement et de versement desdites subventions. Nous nous sommes ainsi assurés de la bonne application des dispositions relatives au règlement ANC 2018-06 et de la présentation qui en a été faite dans l'annexe des comptes sociaux.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

2

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

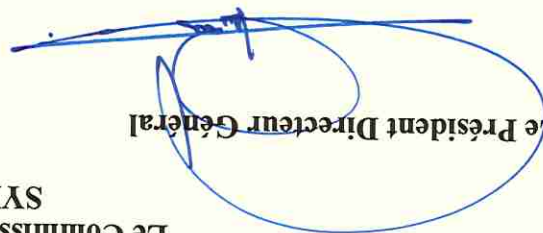
2

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

FAIT A MARSEILLE, LE 3 AVRIL 2025

Le Commissaire aux Comptes
SYREC SA

Le Président Directeur Général



Luc-René CHAMOULEAU
Commissaire aux Comptes

132

Bilan actif

		31/12/2024		31/12/2023	
		Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, ...				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
Installations techniques, matériel, ...	10 430	9 175	1 255	694	
Autres immobilisations corporelles	19 646	18 874	772	1 557	
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
BIENS REÇUS PAR LEGS/DONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS					
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
Participations et Créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	30 077	28 050	2 027	2 250	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	CRÉANCES				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	43 766		43 766	42 352
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	10 000		10 000	20 705
	Capital souscrit appelé non versé				
	VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
	Actions propres				
	Autres titres et instruments de trésorerie	159 620		159 620	153 354
	DISPONIBILITÉS	208 007		208 007	202 918
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	1 726		1 726	7 248	
TOTAL ACTIF	423 119	423 119	426 577		
ACTIF CIRCULANT					
(III)					
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Écarts de conversion actif (V)					
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	453 196	28 050	425 146	428 827	

Bilan passif

31/12/2024	31/12/2023	Net
FONDS PROPRES		
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
RÉSERVES		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
REPORT À NOUVEAU	8 014	8 014
EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE	277 256	211 694
FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES	6 203	65 562
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	291 474	285 270
Total fonds reportés et dédiés (II)		19 150
Fonds dédiés reportés		19 150
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)		19 150
PROV.		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	5 878	4 292
TOTAL PROVISIONS (III)	5 878	4 292
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		339
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 813	10 008
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	12 991	12 333
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres emprunts obligataires		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	102 991	97 435
TOTAL DETTES (IV)	127 795	120 115
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	425 146	428 827

12

SYREC - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Compte de résultat

Compte de résultat

		31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	16 998	17 855
	Total des ventes de biens et services	202 162	198 676
	Vente de biens	11 736	5 041
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de services	190 426	193 635
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs	170 700	179 700
	Concours publics et subventions d'exploitation	170 700	179 700
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénat		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	5 489	34 113
	Utilisations des fonds dédiés	19 150	35 000
	Autres produits	84	629
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)		414 584	465 973
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation des stocks de marchandises		
	Autres achats et charges externes	175 419	145 908
	Aides financières		
	Impôts, taxes, et versements assimilés	3 665	3 652
	Salaires et traitements	177 081	178 818
	Charges sociales	53 739	46 994
	Dotations aux amortissements et aux provisions	1 374	1 695
	Sur actif circulant : dotation aux provisions		
	Pour risques et charges : dotations aux provisions	5 735	1 143
	Report des fonds dédiés		
	Autres charges	3 273	5 857
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)		420 286	403 217
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-5 702	62 756

[illegible]

2

SYREC - COMMISSAIRE AUX COMPTES



Annexes

2

SYREC - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Préambule

Introduction à l'annexe

L'exercice fiscal clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 425 146,28 €.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 6 203,40 €.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Description de l'entité

- Objet social :

L'objet social de l'association est d'écrire ainsi dans les statuts : Favoriser l'échange, la création, la formation, la recherche, l'enseignement et la pratique en matière de danse, de disciplines associées et d'expressions artistiques.

- Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

Les missions sociales de l'association correspondent, conformément aux objectifs statutaires de celle-ci, à l'organisation et au développement des activités de danse sur le territoire de la ville d'Istres, et plus largement du Territoire Ouest-Provence, du Département des Bouches-du-Rhône et de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

- Moyens mis en oeuvre :

Les principaux moyens mis en oeuvre par l'association afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont notamment les suivants :

- organisation de cours de danse pour différents publics amateurs, incluant les scolaires,
- programmation de stages ateliers et master class,
- mise en oeuvre de spectacles et d'actions culturelles.

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'association n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	5 à 10 ans (y compris matériel de bureau)
Travaux	5 à 10 ans
Matériel et outillage	
Matériel	5 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	N/A
Autres	N/A

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Utilisation de la méthode d'évaluation par équivalence ;
- Information sur l'identification et le suivi, à chaque clôture, des titres de participation définis à l'article 39-1-5° du CGI pour lesquels la société a modifié l'option de comptabilisation des frais liés à l'acquisition.
- Utilisation de la dérogation pour l'évaluation des titres en cas de baisse anormale et momentanée.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

12

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Cas des disponibilités en devise :

Les liquidités disponibles en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion sont directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

Indemnité de départ à la retraite

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-après.

La convention collective prévoit des indemnités de fin de carrière. Les engagements de retraite ont été constatés sous forme de provisions dans les comptes clos au 31 décembre 2024. Conformément aux dispositions de la loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2008 et 2009 et la loi n°2010-1330 du 9 novembre 2010 portant sur la réforme des retraites, les engagements de retraite comptabilisés tiennent compte de la contribution patronale obligatoire de 50% et d'un âge de départ fixe à ce jour à l'âge de 64 ans. Au 31 décembre 2024, la provision pour indemnité de départ à la retraite est égale à 5 878€.

Autres éléments

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine à une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Contributions volontaires :

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, une information qualitative est donnée sur les contributions volontaires, l'entité ayant rencontré des difficultés pour les évaluer.

Comptabilisation des cotisations :

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur. Les autres cotisations sont appelées cotisations avec contrepartie. Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif. Toutefois, si l'entité peut justifier d'un droit d'agir en recouvrement, génère par un appel de cotisation, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit. Concernant la comptabilisation de ses cotisations, l'association PULSION a retenu la méthode de leur comptabilisation en produit dès leur encaissement.

2

Autres informations

Faits caractéristiques de l'exercice

- Organisation interne :

Suite à plusieurs départs anticipés, le poste de responsable administratif a connu plusieurs modifications au cours de l'exercice 2024. La fiche de poste a été revue afin qu'elle corresponde au mieux aux besoins de l'association et aux compétences disponibles, rendant ainsi les responsabilités et les attentes plus claires pour les personnes occupant ce poste.

- Spectacle biennale :

L'association organise chaque année un spectacle, alternant une année le gala des adultes et l'année suivante celui des enfants. En 2024, l'association a organisé le gala des adultes.

- Fonds dédié

L'association a déployé en 2024 d'importantes ressources pour la communication (affiches et panneaux) pour diffuser les informations concernant la biennale et pour l'organisation du stage d'été. Ainsi, le fond dédié comptabilisé au 31 décembre 2023 pour 19 150€ correspondant à la quote-part de la subvention de fonctionnement allouée par la Ville d'Istres qui n'avait pas pu être engagée en raison du report ou de l'annulation des activités de l'association a été repris en totalité sur l'exercice 2024.

- Produits constatés d'avance

Au 31 décembre 2024, l'association a comptabilisé un produit constaté d'avance correspondant à la partie des cotisations cours imputables à l'année suivante (saison 2024-2025). Ces produits constatés d'avances sont de 102 991€.

- Dette URSSAF 2020

La dette Urssaf comptabilisée en 2020 a été soldée sur cet exercice au vue du délai de prescription dépassé.

- Cession du véhicule

Le véhicule Renault Clio, acquis en avril 2012 pour 9 459€ a été cédé le 10 juin 2024 pour une valeur de 6 000€.

- Changement de logiciel comptable

L'ancien logiciel comptable Cegid a été remplacé par le logiciel Pennylane à partir du 1er janvier 2024.

7

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Valeur brute au début d'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture d'exercice (D)	Immobilisations incorporelles	
					Frais d'établissement et de dévelo...	Autres immobilisations incorporelles
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions	9 279	1 151		10 430		
Installations techniques, matériel e...						
Autres immobilisations corporelles	29 105		9 459	19 646		
Immobilisations financières						
Participations						
Prêts						
Autres immobilisations financières						

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice N-1
(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de la plaquette

Amortissements et dépréciations

Rubriques	Valeur brute au début d'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture d'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de dévelo...				
Fonds commercial				
Autres				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel e...	8 585	590	0	9 175
Autres	27 548	785	9 459	18 874
Immobilisations financières				
Participations				
Prêts				
Autres				

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Etat des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des partici...				
Prêts				
Autres immo. financières				
Clients douteux				
Autres créances clients				
Personnel et comptes rattachés	43 766	43 766		
Sécurité sociale et autres org. soci...				
Etats et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Autres impôts	10 000	10 000		
Divers				
Groupes et associés				
Débiteurs divers				
Charges constatées d'avance	1 726	1 726		
TOTAL				
	55 493	55 493		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exe...				
Prêts et avances consentis aux as...				

Etat des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	388	Fédération Française de danse
Charges constatées d'avance	1 338	Assurance Macif
TOTAL		1 726

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Situation nette					
Rubriques	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	8 014	65 562			8 014
Fonds propres avec droit de reprise	211 694	65 562			277 256
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	65 562	-65 562	6 203		6 203
TOTAL					
Fonds propres consommables	285 270		6 203		291 473
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					

Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	Ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	Transferts	Clôture de l'exercice
Subventions d'exploitation	19 150		19 150		
Contributions financières d'autres ...					
Ressources liées à la générosité d...					
TOTAL					
	19 150		19 150		

Provisions

Nature de la provision	Valeur comptable au début d'exercice	Dotation	Reprise	Valeur comptable à la clôture
Pensions et obligations similaires	4 292	5 735	4 149	5 878

La provision comptabilisée au 31 décembre 2024 est constituée d'une provision pour engagement de départ à la retraite. Elle concerne les salariés suivants :

- Magali Audibert
- Virginie Pichaud
- Johanna Lencou
- Colomba Ansaldo

Précisions sur les dettes

Rubriques		Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes aux établissements...					
Emprunts et dettes financières div...					
Fournisseurs et comptes rattachés	11 813		11 813		
Personnel et comptes rattachés	1 344		1 344		
Sécurité Sociale et autres org. soci...	9 858		9 858		
Etats et autres collectivités publiques					
Impôts sur les bénéfices	1 504		1 504		
TVA					
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et assimilés	285		285		
Dettes sur immobilisations et com...					
Groupe et associés					
Autres dettes					
Produits constatés d'avance	102 991		102 991		
TOTAL					
	127 795		127 795		
Emprunts souscrits en cours d'ex...					
Emprunts remboursés en cours d'e...					
Montant des emprunts et dettes c...					

Précisions sur certains postes de passif

Produits constatés d'avance		Montant	-102 991	-10 000	-112 991
Produits constatés d'avance					
Produits à recevoir					
TOTAL					

Eléments complémentaires

- Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

- Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

- Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Informations relatives au compte de résultat

Concours publics et subventions

Ville d'Istres (fonctionnement) = 89 000€

Métropole (fonctionnement) = 50 000€

Conseil départemental (fonctionnement) = 25 000€

Direction générale des affaires culturelles (fonctionnement) = 2 200€

Etat - contrat aidé (fonctionnement) = 4 500€

Total = 170 700€

Contributions volontaires en nature

Mise à disposition de personnel :

Une convention d'objectifs a été signée entre la Ville d'Istres et l'association PULSION pour la période allant du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024. Cette convention a pour objet de fixer les modalités des aides, quelle que soit la forme, que la commune entend apporter à l'association dans le cadre de son objet statutaire et des objectifs qu'elle entend soutenir.

Mise à disposition de locaux :

Pour les besoins de son activité, l'association PULSION utilise le bâtiment de la Maison de la Danse. Cette mise à disposition est mentionnée dans la convention signée avec la Ville d'Istres (studio 5 et 6) et la Métropole (studio 1 à 4). Le coût de cette mise à disposition a été partiellement estimé en 2023 par la Ville d'Istres de la manière suivante :

- Valeur locative annuelle du studio 4 : 3 115,25€

- Valeur locative annuelle du studio 5 : 2 815,25 €

- Valeur locative annuelle du studio 6 : 2 973,52 €

- Consommation des fluides concernant la Maison de la Danse imputable à l'association PULSION compte tenu de la surface utilisée : 18 654,38 €.

Ces contributions n'ont pas été comptabilisées dans la mesure où la valeur locative du bâtiment principal n'est pas connue et que cela reviendrait à ne comptabiliser qu'une valorisation partielle.

Informations relatives à l'effectif

Effectif employé pendant l'exercice

Catégorie	Hommes	Femmes	Total
Cadres		1	
Non-cadres			
Employés		8	

Information sur les rémunérations :

Les fonctions de président ne sont pas rémunérées.

Par ailleurs cette rubrique n'est pas renseignée car elle reviendrait à communiquer une rémunération individuelle.